

Querelle d'allemand

Deutschland, Allemagne, Germany

Gérard Foussier*

» L'Allemagne a soixante ans. Mais une confusion existe dans l'utilisation de ce vocable « Allemagne », parfois par souci de simplification du langage, parfois par méconnaissance du passé. Le problème existe dans de nombreux pays et donc dans de nombreuses langues.

Pendant près de quatre décennies de la seconde moitié du XXe siècle, *Allemagne*, dans le langage courant des Français, ne désignait en fait qu'une partie de l'Allemagne, celle de l'Ouest, l'Allemagne fédérale. Qu'il s'agisse du dialogue franco-allemand, de la réconciliation franco-allemande, des sommets franco-allemands et autres multiples exemples de l'amitié franco-allemande, toujours le vocable allemand ne désigne que la partie occidentale de l'Allemagne. L'autre *Deutschland*, c'était l'Allemagne de l'Est, l'Allemagne communiste, l'autre Allemagne justement. Comme le disait un maréchal soviétique à ses interlocuteurs occidentaux à l'époque de la guerre froide : « *Vous avez vos Allemands, nous avons les nôtres* ».



Dans les colonnes de la presse écrite, et trop souvent aussi dans les informations de la presse parlée, l'Allemagne ne venait rejoindre les Grands de ce monde que sous forme d'abréviations : la RFA (alliée des États-Unis), la RDA (alliée de l'Union soviétique).

La création d'un État n'est pas seulement le fait de la géographie, c'est aussi et surtout l'accomplissement d'un acte politique: à l'Ouest, la République (par opposition au Reich ou à l'Empire), fédéralisée (par opposition au centralisme à outran-

ce du 3e Reich) a été appelée Allemagne – *Bundesrepublik Deutschland*; à l'Est, la République Démocratique (par analogie aux autres démocraties populaires du camp communiste) n'avait pas de nom, mais un adjectif : elle était simplement allemande – *Deutsche Demokratische Republik*. C'est plus qu'une nuance, et les Français ont montré trop souvent qu'ils ignoraient cette distinction, lorsqu'ils parlaient de République fédérale allemande (par analogie à la République française) au lieu de République fédérale d'Allemagne.

Une solution olympique

L'on peut sourire de ce genre de détail, l'affaire était plus grave qu'on pourrait le croire : le ministre (ouest-allemand) des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, n'avait pas hésité en août 1984 à intervenir officiellement auprès du Comité International Olympique (CIO) pour faire défiler derrière la pancarte *Germany* les athlètes de RFA à Los Angeles, en l'absence des sportifs de RDA qui boycottaient les Jeux. Nantir les présents de ce sigle *Germany* pour rappeler aux yeux du monde l'existence de la nation allemande, même si celle-ci

*Gérard Foussier, journaliste, est président du Bureau International de Liaison et de Documentation.



Französische DDR-Erlebnisse 1980

Dass eine Gruppe von ARD-Journalisten einen Informationsausflug unternehmen wollte, war den Grenzbeamten an der Friedrichstrasse bekannt. Dass ein französischer Journalist unter ihnen war, sorgte zunächst für ein kurzes Durcheinander, denn es gab unterschiedliche Abfertigungsschalter für Deutsche und Ausländer. Der Franzose reagierte sauer auf diese Trennung und verlangte völlig überraschend vom Zwangsumtausch befreit zu werden, zumal er als französischer Gast der Ständigen Vertretung der Bundesrepublik bei der DDR sogenannten Vertreter der Schutzmacht Frankreich war. Der junge DDR-Mann war verblüfft, er hatte mit einer solchen Bitte nicht gerechnet, musste dann hin und her telefonieren. Nach einer knappen Stunde wurde das Tor geöffnet, mit dem Hinweis: „*Es heißt nicht Zwangsumtausch, sondern Mindestumtausch!*“

Deutsche Sprachen, schwere Sprachen.

était divisée, c'était revenir trente années en arrière, à l'époque où Allemands de l'Ouest et de l'Est, sous la même bannière *Germany* participaient aux Jeux de Melbourne en 1956, de Rome en 1960 et même de Tokyo en 1964 malgré la construction du Mur de Berlin en 1961. Le Comité National Olympique de RFA avait été reconnu par le CIO dès septembre 1949, celui de RDA, ainsi que l'hymne et le drapeau est-allemands, seulement en septembre 1965 pour les Jeux de 1968. Au cours des premiers Jeux de l'après-guerre, à Helsinki, les athlètes allemands avaient eu la surprise de porter une pancarte sur laquelle figurait, en finlandais, le mot *Saksia*, comme si l'Allemagne, du moins phonétiquement, était assimilée aux seuls Saxons.

Pendant près de vingt ans, les représentants des deux Allemagne à l'ONU étaient assis côte à côte, grâce à l'alphabet anglais, en vigueur aux Nations-Unies et à une astuce de diplomates ouest-allemands. La RDA figurant dans la liste à la lettre G, (G comme *German Democratic Republic*), la RFA a profité d'une innocente virgule pour se faire inscrire également à G, G comme *Germany, Federal Republic of*.

Oublions tout, l'Allemagne est désormais unifiée. La RDA n'existe plus, la RFA s'est agrandie, mais puisqu'il n'y a plus de confusion possible, faut-il dire désormais Allemagne ou RFA ? *Deutschland* ou *Bundesrepublik Deutschland* ? L'on pourrait allonger à loisir la liste des questions en demandant pourquoi l'on dit plus facilement la France que République française, la Belgique plutôt que le Royaume de Belgique, ou le Luxembourg plutôt que le Grand-duché.

BRD et DDR – RFA et RDA

Cette querelle d'allemand, purement linguistique malgré ses inévitables incidences diplomatiques, n'a jamais guère préoccupé les étrangers. Moins en tout cas que cette guerre des abréviations, qui a opposé adeptes et adversaires en Allemagne fédérale. C'est Berlin-Est, dit-on généralement, qui a lancé dans le langage quotidien le sigle BRD pour mettre la RFA sur un même pied d'égalité que la DDR ; les différents organes de la Constitution ouest-allemande, gouvernement et parlement en tête, ont tout fait pour éviter le BRD envahissant, pourtant plus facile à caser dans un discours ou un article de presse que la longue expression *Bundesrepublik Deutschland*. Un combat inégal dans ce monde, où tout doit aller vite, où tout doit être dit très rapidement, parfois même en style télégraphique. C'est pourquoi, au même titre que le RFA des Français, le BRD des Allemands de l'Ouest apparaissait sur les tableaux d'affichage des résultats sportifs, sans provoquer trop de contestation.

Il n'y a pas que le sport, ainsi que le directeur général de la radio régionale de Hambourg Martin Neuffer a pu en faire la démonstration en 1977 : à son avis, il fallait dire à l'antenne, malgré la

longueur de l'expression *Bundesrepublik Deutschland*. À raison de trois programmes de radio et deux programmes de télévision utilisant quarante fois ce terme par jour en moyenne, cela représente un temps d'antenne très appréciable. Martin Neuffer avait calculé en effet qu'il fallait une seconde et demie de plus pour dire *Bundesrepublik Deutschland* plutôt que BRD. Multipliée par quarante, cela faisait une minute par jour, soit six heures et cinq minutes par an. Conclusion du directeur général : « *Compte tenu des redevances actuelles, si on disait BRD, il faudrait remplacer ces six heures par d'autres émissions, ce qui n'est pas possible. Il vaut donc mieux dire Bundesrepublik Deutschland, et ce, le plus lentement possible* ».

De fil en aiguille et de recommandations en contestations, d'aucuns avaient alors fait remarquer qu'il était logique de bouder le sigle BRD, alors que chaque automobile, immatriculée à l'Ouest, portait la plaquette D, avec un D comme *Deutschland*. À Bonn et à Berlin, la plaque BRD a été interdite et sanctionnée par les policiers, lesquels affirmaient confondre avec la plaque minéralogique d'un pays étranger – sûrement le BRU de Brunei, comme le supposait alors non sans ironie l'hebdomadaire *Der Spiegel*, tout en précisant que le protectorat britannique sur l'île de Bornéo, dans le Pacifique, comptait en tout et pour tout 9 990 automobiles.

Il fut un temps, où certains dirigeants régionaux qualifiaient le sigle BRD de formule d'agitation communiste. Des autocollants étaient même distribués pour faire campagne contre le sigle et pour favoriser le *Bundesrepublik Deutschland*. Le mouvement vers 1978 avait pris des allures d'offensive anti-virus : chaque pot de confiture ou de moutarde, chaque boîte de fromage ou emballage de pain noir étaient passés au peigne fin, même un cachet de la poste faisait foi, à Eiserfeld, de l'existence du « *pont de chemin de fer le plus haut de la BRD* ».

À force de chercher, les chasseurs de BRD ont trouvé le sigle incriminé dans le très officiel livre des abréviations, paru en ...1952, et même dans les feuillets du ministère (ouest-allemand) de la Défense en 1958, une époque où le ministre n'était autre que le très conservateur Franz Josef Strauss.

L'introduction à l'Est du sigle BRD pour qualifier la République fédérale d'Allemagne, ne date

en fait que de 1973, une conséquence de l'*Ostpolitik* du chancelier Willy Brandt et des premiers efforts de normalisation interallemande. En 1971, le gouvernement de Bonn avait notamment supprimé les décisions prises en 1961 et 1965 visant à interdire l'abréviation DDR, l'équivalent allemand de RDA. Et il aura fallu attendre quelques mois avant l'unité allemande pour que le quotidien conservateur *Die Welt* renonce à parler de l'autre Allemagne entre guillemets (« DDR »).

La dénomination exacte des Allemagnes était un véritable casse-tête linguistique. Une amorce de débat, pendant la phase d'unification du pays en 1990, a mobilisé les esprits sur le nom à donner désormais à cette Allemagne unie, qui préfère se faire appeler *Bundesrepublik* que *Deutschland*. La discussion n'a rien donné, sinon quelques réflexions historiques et quelques suggestions originales, qui



Französische DDR-Erlebnisse 1987

Noch nie hatte der Bürgermeister von Ost-Berlin Erhard Krack vor westlichen Journalisten eine Pressekonferenz abgehalten. Der Anlass war in der Tat ein besonderer, denn ganz Berlin, wenn auch getrennt, feierte 1987 sein 750-jähriges Bestehen. Die Journalisten bekamen Bücher und Broschüren, Informationsmaterial über Stadt und Staat. Dem französischen Journalisten war die Flut an Dokumentation suspekt. Er blätterte die Publikationen schnell durch und fragte mit gespielter Naivität, warum das bekannteste Bauwerk der Stadt – die Mauer – nirgendwo abgebildet sei. Der Bürgermeister stutzte – rot vor Wut und Ideologie wies er schlicht auf die deutlichen Grenzstriche im Stadtplan hin und schloss die Runde mit der knappen Bemerkung: „Wir stehen zu unserem antifaschistischen Schutzwall“. Gut zwei Jahre später marschierte er mit dem Regierenden Bürgermeister von West-Berlin Walter Momper durch das Brandenburger Tor.

n'aurait eu en tout cas aucune conséquence pour la nouvelle Allemagne.

Toutes ces réflexions, apparemment anecdotiques, mais fort sérieuses, sur le nom de l'Allemagne rejoignent bien sûr les débats sémantiques sur ce mot.

Teutons

C'est un vrai casse-tête en effet. D'abord pour les poètes, parce qu'il n'est pas facile de faire rimer ce mot *Deutsch* avec autre chose. Ensuite pour les linguistes qui s'arrachent les cheveux depuis des siècles pour savoir par quel miracle un certain personnage de légende, du nom de *Teut*, aurait réussi à s'immortaliser chez les Teutons pour donner naissance à *deutsch*, et bien sûr *Deutschland*.

Erreur ! Cette théorie développée au Moyen Âge est aux oubliettes depuis longtemps. C'est au VIII^e siècle de notre ère que le mot *deutsch* s'est imposé, à l'époque où on se posait la question de savoir si la messe devait être lue en latin ou dans la langue du pays. Donc, comme disait si joliment les ancêtres : « *latine aut theodisce* ».

L'adjectif *theodisk* (ou *theudisk*) désignait le peuple, un certain peuple. Charlemagne affirmait par-

ler en *theodisce*, autrement dit : il parlait la langue de son peuple, celui de la Franconie. Et c'est là que tout se complique. La Franconie s'étendait jusqu'à la Loire et on ne parlait pas le même langage partout. À l'Ouest, on s'est vite décidé – la langue des Francs, ce serait le français. Logique. Mais à l'Est, où il y avait d'autres Francs, qui parlaient différemment, comme les Saxons, les Alamans, les Frisons, les Bavaois, il a fallu trouver un autre mot. On a alors pris celui qui désignait sans plus de détails la langue du peuple. Et c'est ainsi qu'est né *deutsch* à partir de *theodisk*.

Résumons : *deutsch* ne désigne pas un peuple, mais la langue de tout un peuple, enfin presque, puisqu'il y a tout de même cette restriction à propos des Francs romans, qui ont appelé leur langue le français, laissant ainsi aux Francs germaniques le soin de désigner par le mot *deutsch* ce qui restait de la Franconie. À l'étranger, on préfère observer les défauts et les qualités des voisins pour leur donner un nom. Les Anglais ont coutume d'appeler les Allemands les Huns. Le terme choisi par les Slaves pour qualifier les Allemands vient d'un mot qui signifie ceux à qui il manque la parole. On retrouve cette même comparaison en suédois, mais à propos des Finlandais. En finlandais à propos des Russes. Chez les Italiens, le nom des

Französische DDR-Erlebnisse 1990



Als die ersten (und letzten) freien Volkskammerwahlen im März 1990 stattfanden, also nach dem Fall der Mauer aber noch vor der Einheit, mussten ausländische Journalisten ein gültiges Reisevisum im Pass haben, um in die DDR zu fahren. Es wurde an der Grenze, am Fuß von Wachtürmen und Stacheldraht überprüft, nachgefragt und gestempelt. Da kein Hotel in Weimar an diesem Wahlsonntag mehr frei war, mussten die Besucher im Westen übernachten, die Grenze also noch einmal passieren. Aber die Grenzhäuschen waren in dieser späten Wahlnacht leer, die Grenzsoldaten feierten vor ihrer schlichten Betonkabine mit gelockerter Krawatte und schief sitzender Dienstmütze. Bier floss reichlich. Von Grenzstempeln wollte keiner mehr etwas wissen. Allerdings kam am frühen Montag die Ernüchterung: als der französische Journalist zurück nach Weimar wollte, um Reaktionen nach der Wahl zu sammeln, stellte der Grenzsoldat mit erster Miene fest: „*Sie können nicht rein, Sie sind ja nicht raus gefahren*“. Ein Kompromissvorschlag kam überraschend als Lösung des Grenzproblems. Der Soldat (etwa 1,65 groß) fragte diskret, ob der Franzose (1,88) daran interessiert wäre, seine Uniform zu kaufen.

Allemands est synonyme de charabia. Les Italiens désignent les Allemands comme des mangeurs de pommes de terre, les Danois disent eux aussi *Kartoffel* (*Tsyke*) et les Polonais *kartoflaz*, alors que les Américains préfèrent parler de *Krauts*, par allusion à la choucroute, et les Russes de *kolbassnik*, les mangeurs de saucisses. Quant au mot boche, qui date de la Guerre de 1870, il vient de caboché. Utilisé pour la première fois par Verlaine envers les symbolistes, il a été propagé pendant la Première Guerre mondiale et André Suarès lui consacra un chapitre en 1915 pour définir les Allemands comme des Barbares à haut niveau technique. La liste de tels jugements est longue et a alimenté une bonne partie des relations franco-allemandes pendant de longues décennies.

Il est tout de même amusant, malgré cette germanophobie primaire, de constater que plusieurs communes et hameaux de France, sans compter les innombrables Saint-Germain... ont un nom qui évoque l'Allemagne et les Allemands, comme *L'Allemanderie* ou *L'Allemandière*. Pour certaines localités, il s'agit bien évidemment de lieux où ont séjourné et vécu des Alamans à la suite des grandes invasions. Mais pas seulement : la plupart des « Allemands » de la toponymie française n'ont rien à voir avec leurs voisins, mais avec ... l'amandier.

Quelques ressortissants français, qui portent le patronyme Allemand, sont nés d'ailleurs dans les régions de France où poussent les amandiers. Quant à la commune d'Allemagne-en-Provence (384 habitants), elle ne tiendrait son nom ni de l'Allemagne, ni des amandiers, mais de Alemona, la déesse gauloise de la fertilité, vénérée par les soldats d'une garnison romaine.

Le fils le plus célèbre d'Allemagne-en-Provence est un homme politique qui a été condamné à perpétuité au bagne de Toulon en 1851. Il s'appelait Prosper Allemand.



Monsieur Allemand

Viele Gemeinden und Städte Frankreichs, viele Bauerschaften und Dörfer tragen einen Namen, der an Deutschland erinnert. Abgesehen von den etlichen *Saint-Germain*-Ortschaften, die nichts mit den Germanen, sondern vielmehr mit dem Pariser Bischof (556-576) etwas zu tun haben, gibt es auch Namen wie *L'Allemanderie* oder *L'Allemandière*. Der Schein trügt: In den meisten Fällen geht es um einen Hinweis auf Mandelbäume (*amandier*). Warum ein kleiner Ort in der Normandie *Les Fausses Allemagnes* heißt, ist nicht überliefert. Die südfranzösische Gemeinde *Allemagne-en-Provence* hingegen bemühte sich Jahrhunderte lang, jede Anspielung auf Alemannen zu leugnen. Der Name dieses 384-Seelendorfes soll eher an Alemona, eine wenig bekannte gallische Göttin der Fruchtbarkeit, erinnern, die von den römischen Besatzern verehrt wurde. Andere Forscher schließen nicht aus, dass die Ortschaft früher nur eine *Armagnia* gewesen ist – eine *aera magna*, etwa eine Kiesebene – was eine Erklärung dafür wäre, warum die Einwohner heute entweder *Armagnois* oder *Allemaniens* genannt werden. Übrigens: Der bekannteste Sohn des Dorfes ist ein französischer Politiker, der 1851 zu Zwangsarbeit im Zuchthaus von Toulon verurteilt wurde. Sein Name: Prosper Allemand. Der Familienname *Allemand* wird vor allem im Südwesten des Landes getragen.

Ähnliche Unsicherheiten über die Herkunft von Namen und Vornamen gelten für *Germain* und *Germaine*, die etwa 32 000 Franzosen heute tragen und in Deutschland kaum bekannt sind. Erst Cäsar benutzte die Bezeichnung Germanien, doch blieb seine Definition der barbarischen (fremden) Völker sehr ungenau. Das lateinische Wort *germanus* bedeutete Bruder, aber vielleicht hatte der Begriff doch einen germanischen Ursprung: Wehr oder Heer in Verbindung mit Mann könnten etymologisch ein Volk von Bewaffneten ergeben. Manche ziehen die keltische Variante vor: Das Präfix *ger-* bzw. *gair-* bezeichnete einfach den Nachbarn, also das Nachbarvolk. Warum der Vorname *Germain* in Gallien bereits im ersten Jahrhundert vor Christus so beliebt war, bleibt ein Rätsel.